



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 17 mai 2021

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Activité économique : les indicateurs conjoncturels ralentissent en avril, en raison du moindre effet de base, mais également d'une reprise plus faible que prévu

Immobilier : le marché immobilier reste dynamique

Banque et finance [\(ici\)](#)

Cryptomonnaie : forte chute des marchés de crypto-devises, dans le sillage de l'avis conjoint publié par trois agences de régulation financière chinoises

Ouverture financière : la Chine et la Corée du Sud devraient lancer une connexion entre ETF des deux pays

Marché obligataire : inquiétudes sur les obligations chinoises suite aux développements autour de Huarong

Marché obligataire : l'agence de notation China Chengxin annonce une amélioration de ses méthodes d'évaluation

Assurance : projet pilote en matière d'assurance-vie initié par la CBIRC

Marché boursier : l'entreprise China Mobile Ltd. pourrait devenir la première red-chip company à émettre des actions A sur le Main board de la bourse de Shanghai

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations US – Chine : les investissements bilatéraux aux plus bas depuis 2009

Relations US – Chine : la Chine prolonge l'exemption tarifaire sur 79 produits américains

Relations US – Chine : les Etats-Unis diffèrent l'entrée en application de l'interdiction des investissements américains dans les entreprises chinoises liées à l'appareil militaire

Relation Chine-UE : le Parlement européen vote en faveur d'une résolution conditionnant la ratification l'Accord global sur les investissements à la levée des contre-sanctions chinoises touchant les parlementaires

Xinjiang : une cargaison de la marque Uniqlo bloquée par les douanes américaines en raison de soupçons de travail forcé

Surcapacité d'acier et d'aluminium : la Commission européenne et l'USTR s'accordent pour chercher à répondre aux « politiques de distorsion des échanges » de « pays tels que la Chine »

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Matières premières : le Conseil des Affaires d'Etat a annoncé des mesures pour contenir la hausse des prix

Economie numérique : dix entreprises de VTC sont convoquées par les autorités de régulation

Vaccins anti-Covid-19 : sept provinces débutent la vaccination avec le vaccin de CanSino

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Energie solaire : l'entreprise Daqo New Energy organise une « journée portes ouvertes » de son usine au Xinjiang
Energie: Vladimir Poutine et Xi Jinping ont assisté par visioconférence à la cérémonie de lancement de la construction de nouvelles tranches nucléaires russes en Chine

Energie : les nouveaux projets d'énergies renouvelables encouragés à signer des « contrats de différence » (CfD) dans un avis de la NDRC et de la NEA

Marché carbone : nouvelles réglementations et phase de finalisation avant le lancement des échanges de quotas prévu en juin

Ressources en eau: Xi Jinping en tournée d'inspection sur les lieux des infrastructures de transfert d'eaux Sud-Nord

Aviation civile : publication d'une feuille de route pour un déploiement graduel de la 5G d'ici à 2035

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Jiangsu : publication du rapport annuel sur l'environnement 2020, baisse de la pollution de l'air

Jiangsu : la province se classe au 4e rang national pour la taille de sa population et au 3e rang pour sa croissance

Sichuan-Guangdong : rôle important de l'investissement du Guangdong dans l'économie du Sichuan

Chengdu : nouvelle date annoncée pour les Jeux universitaires

Hubei : première réunion conjointe sur le développement intégré de Wuhan et des villes de sa proche banlieue.

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Emploi : le chômage poursuit sa diminution au cours du trimestre glissant se terminant en avril, atteignant 6,4 % (6,8% lors du trimestre se terminant en mars)

Fintech : Hong Kong compte le plus grand nombre de banques digitales en Asie

Bourse : gel des actifs du magnat hongkongais Jimmy Lai et suspension de la cotation de l'action Next Digital

Macao

Notation Moody's : l'agence confirme la notation Aa3 des obligations souveraines macanaises

Marché obligataire : MGM China obtient le double listing de ses obligations senior 2027 à Macao et Hong Kong

Tourisme : exonération de la taxe sur le tourisme et subvention aux résidents

Casinos : lente reprise au premier trimestre de 2021

Taiwan [\(ici\)](#)

TAIEX : nouveau record de progression en séance le 18 mai

Véhicule électrique : Foxconn multiplie les partenariats (Fisker, Yageo et Stellantis)

Circuits intégrés : l'ITRI révisé à la hausse ses prévisions de production en 2021

Energie : Taiwan confrontée au manque d'eau et d'électricité

Exportations : nouvelle hausse de la demande externe adressée à Taiwan en avril

Chine continentale

Conjoncture

Activité économique : les indicateurs conjoncturels ralentissent en avril, en raison du moindre effet de base, mais également d'une reprise plus faible que prévu

En avril, la **production industrielle** (en valeur ajoutée) augmente de +9,8% en g.a. (contre +14,1% en mars) et de +14,1% par rapport au mois d'avril de 2019, soit un taux de croissance annuel composé de +6,8% en moyenne sur deux ans (contre +6,2% en mars sur deux ans). S'agissant de la ventilation par secteur, la production de l'exploitation minière augmente de +3,2% en g.a., avec un taux de croissance annuel moyen sur deux ans de +1,7% ; la production manufacturière croît de +10,3%, avec un taux de croissance annuel moyen sur deux ans de +7,6% ; la production et l'approvisionnement en électricité, en énergie thermique, en gaz et en eau (qui croît de +10,3%) marquent également le pas avec une croissance annuelle moyenne sur deux ans de +5,1%. La production industrielle reste relativement solide grâce à une reprise de la demande mondiale, contribuant à maintenir une forte croissance des exportations.

Les investissements bruts en capital fixe augmentent de +19,9% en g.a. sur les quatre premiers mois (contre +25,6% entre janvier et mars) et de +8,0% par rapport à la même période de 2019, correspondant à un taux de croissance annuel composé de +3,9% en moyenne sur la période (contre +2,9% entre janvier et mars sur deux ans). Dans le détail, entre janvier et avril, les investissements en infrastructures, les investissements manufacturiers et les investissements immobiliers augmentent respectivement de +18,4%, +23,8% et +21,6% en g.a., et enregistrent respectivement des croissances moyennes de +2,4%, de -0,4% et de +8,4% sur la période (contre +2,3%, -2,0% et +7,6% entre janvier et mars sur deux ans). Sur les quatre premiers mois, les investissements privés (+21,0% en g.a.) rebondissent plus fortement que les investissements publics (+18,6% en g.a.). Il est peu probable que la vigueur actuelle des dépenses d'investissement se poursuive durablement, compte tenu de la moindre impulsion de la politique monétaire et du ralentissement de la croissance du crédit.

En avril, la **croissance des ventes au détail** ralentit à +17,7% en g.a. (contre +34,2% en mars) et à +8,8% par rapport à la même période de 2019, soit une croissance annuelle de +4,3% en moyenne sur deux ans (contre +6,3% en mars sur deux ans). Ce fort ralentissement s'explique notamment par le fait que l'effet de base constaté au T1 s'estompe nettement à partir d'avril, compte tenu de l'incidence de l'assouplissement des mesures de confinement intervenues en avril 2020. Néanmoins, il convient de noter que le chiffre d'affaires des restaurants rebondit de +46,4% en avril, tout en enregistrant finalement une croissance positive annuelle moyenne de +0,4% sur deux ans (contre -1,0% en mars sur deux ans). Hors secteur automobile qui enregistre une croissance de +18,3% en avril (contre +26,4% en mars), les ventes au détail augmentent de +17,9% en avril (contre +32,5% en mars).

Le taux de chômage urbain continue de fléchir à 5,1% en avril, contre 5,3% en mars. Sur les quatre premiers mois, les nouveaux emplois créés ont atteint 4,37M, l'objectif fixé pour l'année 2021 lors des Lianghui au début mars étant de 11 M (contre 9 M fixé et 11,86 M atteint en 2020). *Nota Bene* : ce chiffre de création de nouveaux emplois ne permet pas d'appréhender la situation réelle du marché du travail (déterminant de l'évolution de la consommation des ménages), compte tenu des nombreux emplois détruits dans les services, consécutivement à la pandémie. De manière comparable, le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail,

n'intégrant pas les données relatives aux travailleurs migrants, variable d'ajustement du marché du travail, ainsi que le détail de certains segments, comme celui des jeunes diplômés. Pour mémoire, la Chine publie normalement des données économiques sur une base mensuelle. Mais elle combine le bimestre de janvier et février en une seule unité, en raison de la variabilité des vacances du Nouvel An chinois, une période où les affaires chutent généralement fortement.

Immobilier : le marché reste dynamique

Sur les quatre premiers mois, les investissements immobiliers augmentent de +21,6% en g.a. et de +17,6% par rapport à la même période en 2019, en affichant ainsi une croissance moyenne de +8,4% sur deux ans (contre +7,6% au T1 2021). Entre janvier et avril, les ventes immobilières en termes de superficie vendue et de chiffre d'affaires augmentent respectivement de +48,1% et de +68,2% en g.a. et de +19,5% et de +37% par rapport à la même période en 2019, soit des taux de croissance annuels moyens de +9,3% sur deux ans (contre +9,9% au T1 2021) et +17% (contre +19,1% au T1 2021).

En avril, les prix des logements anciens dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) fléchissent légèrement (à +11,3% en g.a. contre +11,4% en mars). Dans les 31 villes de rang 2 et les 35 villes de rang 3, la progression des prix des logements anciens augmentent respectivement de +3,4% et de +2,5% en mars contre +3,3% et de +2,3% en mars. On observe par ailleurs que le nombre de villes signalant une augmentation mensuelle des prix des logements anciens est en baisse (54 sur 70 en avril contre 58 en mars).

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Cryptomonnaie : forte chute des marchés de crypto-devises, dans le sillage de l'avis conjoint publié par trois agences de régulation financière chinoises

Alors que le cours du Bitcoin n'avait guère pâti des mesures d'interdiction du minage en Mongolie intérieure en vue de limiter l'intensité énergétique de son économie (qui devraient d'ailleurs être adoptées par d'autres provinces chinoises), celui-ci a été fortement déstabilisé en milieu de semaine consécutivement à l'avis conjoint publié mardi 18 mai par trois agences de régulation financière chinoises (la *National Internet Finance Association of China*, la *China Banking Association* et la *Payment & Clearing Association of China*) ; l'avis met en exergue une nouvelle fois les risques juridiques et financiers afférents aux activités de trading sur crypto-devises. L'avis conjoint attire notamment l'attention des investisseurs sur les risques induits et sur le fait que les contrats impliquant des opérations en crypto-devises ne font l'objet d'aucune protection juridique.

Pour mémoire, la PBoC avait interdit dès 2013 aux banques et aux institutions financières de considérer le Bitcoin comme une monnaie et d'accepter les règlements en Bitcoin. En septembre 2017, l'interdiction s'était étendue aux ICO (Initial Coin offerings). Malgré ces interdictions, nombre de Chinois continuent de spéculer sur le Bitcoin par le biais de plateformes à l'étranger ou d'offices locales mettant en place des contrats peer-to peer. Ce type de transaction OTC fait l'objet d'une surveillance accrue de la part des régulateurs, et les courtiers sur Bitcoin exigent des acheteurs de fournir des copies d'écran récentes de leur relevé bancaire pour éviter toute présomption de blanchiment d'argent. L'avis conjoint attire donc également l'attention des courtiers et autres offices sur les risques d'infraction aux lois et réglementations en vigueur lorsqu'ils traitent en Bitcoin, ou proposent des services indirects liés au Bitcoin (activités sur dérivés).

Le Bitcoin a ainsi cédé 30% mercredi, en liaison avec des ventes massives induites par la nécessité pour les détenteurs de positions longues en Bitcoin de couvrir leurs positions financées par emprunts.

Ouverture financière : la Chine et la Corée du Sud devraient lancer une connexion entre ETF des deux pays

A l'occasion d'une conférence en ligne portant sur les marchés financiers chinois et coréen le 11 mai, la Bourse de Shanghai et la Bourse de Séoul (*Korea Exchange (KRX)*) ont signé un accord pour établir une connexion entre les ETF (*Exchange Traded Funds*) des deux pays. Un ETF est un panier de titres qui suit un indice sous-jacent pouvant contenir des actions, des obligations, des *commodities* ou un panachage de ces différents supports. La valeur d'un ETF varie tout au long de la journée de transaction en fonction des cours des actifs sous-jacents. Les investisseurs peuvent négocier leurs parts d'ETF sur le marché secondaire mais peuvent également demander à leurs gestionnaires de fonds de se porter contrepartie en leur achetant ou en leur cédant leurs parts. Les deux pays favoriseront également la coopération sur les indices et les marchés obligataires.

Pour rappel, la Chine a lancé un programme similaire de connexion entre ETF avec le Japon en 2019 via les mécanismes QDII et QFII. Lors de la visite du Premier ministre chinois LI Keqiang au Japon en mai 2018, la Chine a accordé au Japon 200 Mds RMB (29 Mds USD) de quotas de RQFII.

Marché obligataire : inquiétudes sur les obligations chinoises suite aux développements autour de Huarong

Un nouveau président, Liang Qiang, vient d'être nommé à la tête de *China Huarong Asset Management Co. Ltd.*, l'un des quatre grands gestionnaires d'actifs nationaux en Chine, après une vacance de près de six mois, alors

que les obligations de la société font l'objet de dégagements. Liang Qiang, l'ancien directeur général adjoint du Parti communiste et directeur exécutif de *China Great Wall Asset Management Co. Ltd.*, prendra bientôt ses fonctions. Liang possède une vaste expérience dans les sociétés nationales de gestion d'actifs (AMC). Avant de rejoindre *Great Wall*, il était vice-président de *China Orient Asset Management Corp.*, supervisant les activités de prêt et de financement de la société. Auparavant, il a passé 20 ans dans une autre AMC nationale - *China Cinda Asset Management Co. Ltd.* Huarong a également nommé Xu Yongli, l'ancien dirigeant de *China Orient*, en tant que vice-président. En même temps, Hu Jiliang, l'ancien vice-président de Huarong, a été transféré à *China Cinda* en qualité de vice-président.

Par ailleurs, le 17 mai, Huarong a conclu des accords de financement avec des banques d'Etat pour s'assurer qu'elle peut financer sa dette au moins jusqu'à la fin du mois d'août, date à laquelle la société devrait publier son rapport financier 2020, à ce jour différé. Huarong affiche au total 2,83 Mds USD d'obligations *offshore* et *onshore* venant à échéance d'ici fin août. On ne sait pas si le financement des banques d'Etat sera étendu au-delà de cette échéance. La société doit aux créanciers domestiques et internationaux un équivalent d'environ 41 Mds USD (dont 22 Mds USD *offshore*) et se classe parmi les plus grands émetteurs chinois sur les marchés étrangers.

Pour mémoire, les inquiétudes du marché concernant la santé financière de Huarong se sont intensifiées après que la société n'eut pas été en mesure de publier ses résultats 2020 le 31 mars, déclenchant des dégagements record sur ses obligations. Les spéculations vont bon train depuis début avril sur l'éventualité d'une restructuration de Huarong, qui est contrôlée par le ministère des Finances. *Moody's et Fitch Ratings* ont revu à la baisse les notations de crédit de l'entreprise en raison de l'absence de soutien ferme apporté par le gouvernement central. Huarong, l'une des quatre AMC nationales mises en place par le gouvernement chinois en 1999 pour traiter les actifs non performants des banques d'Etat, a été ébranlée à la suite de la chute de son ancien président Lai Xiaomin, exécuté en janvier dernier. Sous la direction de Lai, les activités de Huarong s'étaient étendues à des domaines tels que le courtage de titres, les fiducies et d'autres investissements, la structure de défaisance s'écartant de son mandat initial de liquidation des créances douteuses. Mais cette expansion agressive a impliqué pour Huarong des centaines de milliards de yuans de créances irrécouvrables. Depuis la chute de Lai, Huarong a commencé à réduire les actifs non essentiels sous la pression réglementaire. Le revenu net a diminué de 92% en g.a. au premier semestre 2020, la valeur de certains actifs ayant chuté durant le Covid. La négociation des actions de Huarong à Hong Kong est suspendue depuis le 1^{er} avril.

Les préoccupations des investisseurs internationaux portant sur la perspective d'une levée de la garantie implicite du gouvernement chinois, donnée jusqu'à présent aux entreprises d'Etat, et notamment aux SOE centrales, ont été particulièrement avivées par la situation actuelle de Huarong. Compte tenu de l'ampleur de la dette (plus de 100 Mds USD) des entreprises chinoises sur les marchés internationaux arrivant à échéance cette année, les investisseurs mondiaux sont inquiets. L'année dernière, les entreprises chinoises ont fait défaut sur un montant record de 7,3 Mds USD de dette *offshore* en dollar et sur 22,7 Mds USD d'obligations *onshore* libellées en yuan. Au titre de cette année, elles n'auraient pas honoré leurs obligations de paiements à hauteur de 3,3 Mds USD sur les obligations *offshore* et de 100 Mds RMB (15,5 Mds USD) sur les obligations *onshore*, selon l'agence de notation Fitch. Les sociétés immobilières sont les entreprises les plus affectées par ces défauts d'obligations *onshore*, alors que les autorités resserrent l'accès au financement dans ce secteur surendetté. Les défauts obligataires de *China Fortune Land Development Co.* et *Tianjin Real Estate Group Co.* ont dépassé 10 Mds RMB au premier trimestre, selon les données de Bloomberg.

Par ailleurs, avec les efforts de Pékin pour réduire les risques financiers sur le marché obligataire à la suite de plusieurs défauts des grandes entreprises, les révisions à la baisse de notation des obligations chinoises ont triplé

cette année. Les agences de notation internationales et les gestionnaires de fonds critiquent depuis longtemps les notations de crédit artificiellement élevées et les faibles taux de défaut en Chine, soulignant un manque de transparence et l'hypothèse selon laquelle le gouvernement chinois renflouerait les entreprises en difficulté. Plus de 80% des émetteurs chinois sont notés AA, selon S&P. Toutefois, 366 obligations ont été revues à la baisse de notation au cours des quatre premiers mois de 2021, contre 109 à la même période de 2020.

Marché obligataire : l'agence de notation China Chengxin annonce qu'elle procédera à une amélioration de ses méthodes d'évaluation

China Chengxin, la principale agence de notation de crédit chinoise, qui aurait réalisé, selon la NAFMII, régulateur de premier niveau, plus de 30% de l'évaluation des entreprises ayant procédé en 2020 à une émission obligataire, a indiqué qu'elle procéderait à une refonte de son système d'évaluation. Pour rappel, cette agence s'était trouvée au cœur du maelstrom alimenté par le défaut obligataire de la SOE provinciale *Yongcheng Coal and Electricity Holding Group* au dernier trimestre 2020, qui avait entraîné de fortes tensions sur le marché obligataire. L'agence *China Chengxin* avait accordé à *Yongcheng Coal* la notation la plus élevée (AAA), peu de temps avant que cette SOE de la province du Henan ne fasse défaut sur une émission de 1 Md RMB (154 M USD) à très courte échéance. La NAFMII a noté dans un rapport que les agences de notation chinoises avaient procédé à 204 rehaussements de notation en 2020, alors que les révisions en baisse s'étaient parallèlement élevées à 127. Ces biais de mesure confirment l'analyse du FMI, qui indiquait que si en 2017 aux Etats-Unis 5% des entreprises bénéficiaient d'une notation supérieure à AA, ce pourcentage représentait 95% des entreprises chinoises, reflétant « l'optimisme » des agences de notation chinoises. L'agence *China Chengxin* avait d'ailleurs été sanctionnée en décembre 2020 par la NAFMII, en faisant l'objet d'une suspension de trois mois, suite au scandale alimenté par le défaut de *Yongcheng Coal*.

Afin de répondre aux attentes du régulateur, l'agence procéderait à une refonte de sa méthodologie, en vue d'améliorer son système de notation et de mieux discriminer les risques, comme l'a indiqué l'un des cadres dirigeants de la firme, Mme Lu Han, lors d'une conférence qui s'est tenue à Pékin cette semaine. En particulier, le processus de notation viserait à appréhender les seuls critères de solidité financière de l'entreprise évaluée, sans tenir compte de la probabilité de voir l'actionnaire majoritaire venir à la rescousse de l'entreprise en cas d'événement de crédit. Par ailleurs, l'agence viserait à intégrer davantage les éléments de RSE dans ses modèles de notation, à l'instar des grandes agences de notation internationales. Mme Lu a toutefois indiqué que cette approche visant à isoler l'évaluation du risque financier intrinsèque de la nature juridique de l'entreprise évaluée et des liens que celle-ci pourrait avoir avec l'Etat ou ses démembrements (provinces, administrations de niveau infra-provincial) ne concernerait que les SOEs de niveau provincial.

Il conviendra de voir dans quelle mesure la refonte de cette méthodologie se généralisera à d'autres agences et entraînera une plus grande discrimination des risques analysés par les agences de notation chinoise.

Assurance : projet pilote en matière d'assurance-vie initié par la CBIRC

Le régulateur bancaire et assurantiel, la CBIRC (*China Banking and Insurance Regulatory Commission*) a publié le 15 mai une « circulaire sur le lancement du projet pilote en matière d'assurance-vie ». Selon la circulaire, le projet sera initié dans la province du Zhejiang (y compris la ville de Ningbo) et la ville de Chongqing. La période d'essai est fixée à un an. Les assurés pourront à partir de l'âge de 60 ans percevoir une pension et la durée de perception devrait être égale ou supérieure à 10 ans. Les compagnies d'assurance participant au projet pilote sont les suivantes : *People's Life Insurance Co., Ltd.*, *China Life Insurance Co., Ltd.*, *Taiping Life Insurance Co., Ltd.*, *China*

Pacific Life Insurance Co., Ltd., Taikang Life Insurance Co., Ltd. et Xinhua Life Insurance Co., Ltd. Ces compagnies d'assurance devraient d'une part innover et développer des produits d'assurance-vie flexibles en termes de versements et stables quant aux revenus et d'autre part explorer de nouveaux champs d'activité, en lien avec le vieillissement démographique, afin de répondre aux différents besoins.

Pour mémoire, le système de retraite chinois est composé de trois piliers : le régime de retraite de base géré au niveau provincial et infra-provincial, qui représente 74,7% des fonds; les rentes d'entreprise, soit quelque 25% ; l'épargne volontaire et des produits d'assurance-vie qui ne représentent qu'une infime partie, 0,01% du total des actifs de retraite pour 2019, soit 1240 M RMB. Les encaisses au titre des trois piliers du système de retraite de la Chine ne représentaient que 8,6% du PIB à la fin 2018, alors qu'il était aux alentours de 135% pour les Etats-Unis. En raison de l'accélération du vieillissement de la population chinoise, les dépenses financées par le fonds de l'assurance retraite élémentaire dérivent d'année en année. Les dépenses en 2020 ont ainsi augmenté de 5,1% par rapport à 2019 pour atteindre 5460 Mds RMB. Les recettes du fonds ont, quant à elles, enregistré une baisse de 13,1% à cause de l'épidémie du Covid pour s'établir à 4870 Mds RMB (cf. graphique). Ces évolutions confirment la nécessité de développer le troisième pilier du système de retraite chinois, compte tenu des importants besoins implicites.

Recettes du fonds de l'assurance retraite élémentaire de la Chine (2014-2020)



Dépenses du fonds de l'assurance retraite élémentaire de la Chine (2014-2020)



Marché boursier : l'entreprise China Mobile Ltd. pourrait devenir la première red-chip company à émettre des actions A sur le Main board de la bourse de Shanghai

L'entreprise China Mobile Ltd. pourrait devenir la première *red-chip company* (entreprise chinoise constituée à l'étranger et opérant principalement en Chine, cotée à Hong Kong et potentiellement sur d'autres bourses d'ampleur internationale) à émettre des actions A sur le *Main board* de la Bourse de Shanghai (principal compartiment de la cote, constitué à l'origine des capitalisations boursières les plus importantes). En effet, China Resources Microelectronics Ltd., le plus grand fabricant d'appareils intégrés en Chine (également une unité du conglomérat d'État chinois China Resources Holdings Co. Ltd.), est devenue la première *red-chip company* à émettre des actions A sur le continent en février 2020, mais sa cotation a été réalisée sur le STAR Market. China Mobile a annoncé dans un communiqué le 17 mai qu'elle comptait émettre 964,8 millions d'actions A, soit 4,5% du total des actions émises par l'entreprise (à un prix non dévoilé à ce stade). La capitalisation boursière de l'entreprise dépasse 1000 Mds HKD (soit 128 Mds USD).

Pour rappel, l'entreprise concurrente China Telecom Corp. Ltd. avait également annoncé en mars qu'elle prévoyait de lever 4 Mds USD sur la bourse de Shanghai. Depuis novembre 2020, ces deux entreprises faisaient l'objet d'une menace de radiation de la Bourse de New York (NYSE) après que le Président des États-Unis, Donald Trump, eut été signataire d'un décret interdisant aux fonds et aux investisseurs particuliers américains de détenir des actions dans des sociétés chinoises présumées avoir des liens avec l'armée chinoise. Le NYSE avait d'abord annoncé son intention de radier les trois opérateurs de téléphonie mobile chinois concernés, à savoir China Mobile, China Telecom et China Unicom, estimant que cette mesure était obligatoire. La décision avait ensuite été annulée puis rétablie début janvier 2021, avant que l'échange des actions desdites entreprises ne soit suspendu le 11 janvier 2021, bien que celles-ci soient encore échangées à la Bourse de Hong Kong. Les trois entreprises avaient fait appel le 20 janvier, quelques heures après la fin du mandat de Donald Trump. Cependant, le 7 mai 2021, un comité du conseil d'administration de la Bourse de New York a «confirmé [s]a détermination» de radier les *American Depositary Shares* (ADSs) des trois entreprises, indiquant que l'Administration Biden serait susceptible de maintenir le régime restrictif imposé par l'ancienne administration Trump.

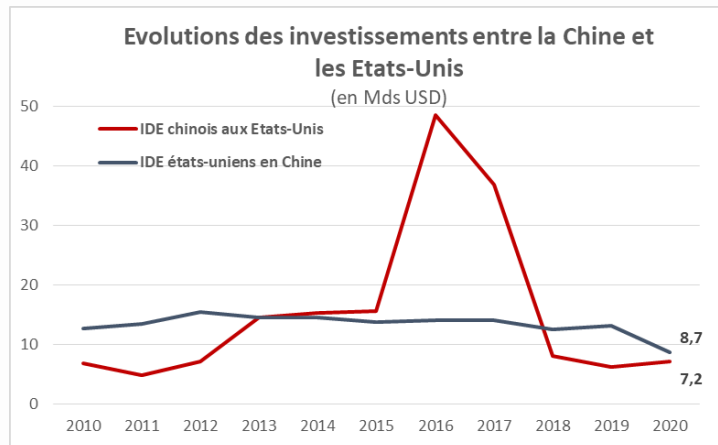
Dans ce contexte, les régulateurs chinois tendent à faciliter les inscriptions des *red-chip companies* à l'introduction en bourse sur les marchés nationaux. A ce titre, le 1^{er} mai 2020, la CSRC a allégé les exigences réglementaires dans le cadre des émissions de Certificats négociables Chinois (CDC, en anglais *China Depositary Receipts*), représentant un nombre d'actions spécifié. Conformément aux nouvelles réglementations, le seuil de valorisation boursière exigé pour les *red-chip companies* présentant un savoir-faire technologique et un fort niveau d'innovation a été abaissé à 20 Mds RMB (contre 200 Mds RMB auparavant). Un nombre accru de *red-chip companies* sont désormais éligibles à la cote en Chine continentale soit sous forme de CDC, soit par la vente directe d'actions A. Selon un banquier d'affaires interrogé par Caixin, la plupart des entreprises privilégieraient les émissions directes sous forme d'actions A, en raison d'inquiétudes concernant les incertitudes réglementaires relatives aux CDC. Cependant, l'introduction en bourse par émission directe d'actions A n'en demeure pas moins contraignante, dans la mesure où les entreprises doivent se conformer à davantage d'exigences réglementaires liées au Droit des sociétés chinois et aux règles de cotation en vigueur (gouvernance, publication des données financières et audits des sociétés, etc.). Les régulateurs chinois ont mis au point les CDC sur le modèle des certificats d'actions américains (*American Depositary Shares* (ADSs) ou *American Depositary Receipts*) négociés aux États-Unis. Cependant, la première tentative significative d'émission de tels CDC par l'entreprise Xiaomi en 2019 avait été stoppée, l'entreprise peinant à répondre aux exigences réglementaires de Pékin.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations US – Chine : les investissements bilatéraux aux plus bas depuis 2009

Les investissements directs à l'étranger (IDE) entre les Etats-Unis et la Chine en 2020 (15,9 Mds USD, -18 % en g.a.) ont atteint leurs plus bas niveaux depuis 2009 en partie causés par les perturbations liées à la situation sanitaire et aux tensions politiques, selon le [rapport semestriel](#) de Rhodium et du *National Committee on United States - China Relations (NCUSCR)*. Ce ralentissement des investissements reste cependant moindre que la chute de 42 % (en g.a.) des IDE dans le monde en 2020, [selon la CNUCED](#).



Source : Rhodium

Les IDE américains en Chine ont diminué de 34 % en 2020 (à 8,7 Mds USD), le plus bas niveau depuis 2004. Les IDE oscillaient entre 13,0 et 16,0 Mds USD de 2010 à 2019. Les investissements *greenfield* sont restés majoritaires (78 %) de par les expansions de Walmart (ouverture de la chaîne de magasins Sam's Club) et de Tesla (phase II de la construction de la Gigafactory de Shanghai).

Les secteurs qui ont reçu le plus d'investissements sont (1) le secteur automobile (2,0 Mds USD) grâce notamment au projet d'usine Ford à Nanjing et à l'expansion de la Gigafactory de Tesla ; (2) le secteur agroalimentaire (1,4 Mds USD) principalement par l'acquisition de Be&Cherry par Pepsi (750 MUSD) et par l'expansion de fast-food (KFC, Popeye et Starbucks) ; (3) le secteur du divertissement (1,2 Mds USD).

Les perspectives sur le court-terme seraient encourageantes, compte-tenu de la résilience de l'économie chinoise et de futures investissements importants, autorisés depuis la suppression de l'obligation de *joint-ventures* dans les domaines de l'automobile et des produits chimiques (dont le développement de la Gigafactory de Tesla et le projet de complexe de produits chimiques d'ExxonMobil de plus de 10 Mds USD). Les perspectives sur le long-terme seraient moins encourageantes et font faces à plusieurs défis dont notamment (1) des incertitudes économiques compte-tenu du niveau élevé de la dette et de la démographie défavorable ; (2) de probables diversifications de chaînes de valeurs vers d'autres pays ; (3) les tensions géopolitiques pouvant freiner les investissements sur le long terme.

Les IDE chinois aux Etats-Unis ont quant à eux légèrement augmenté en 2020 (+15,2 %, à 7,2 Mds USD), mais restent très inférieurs à ceux des années 2013 à 2017, avec un pic à 48,5 Mds USD en 2016.

Les IDE chinois sont restés concentrés sur certains *deal* importants, tels que la prise de participation de 10 % dans Universal Music par Tencent (3,3 Mds USD) et les acquisitions de GNC par Harbin Pharmaceutical (770 MUSD) et de CoinMarketCap par Binance (400 MUSD). Plusieurs désinvestissements importants ont néanmoins eu lieu, dont la vente d'Ingram Micro par HNA (7,2 Mds USD) et la cessions de parts dans AMC par Wanda.

Après le pic des investissements en 2016-17 dans les secteurs de l'immobilier, de l'hôtellerie, des transports et des infrastructures, la répartition sectorielle a changé ces dernières années pour viser des secteurs moins

sensibles. Les secteurs ayant reçu le plus d'investissements sont les secteurs (1) du divertissement, par la seule acquisition de 10 % des parts d'Universal Music par Tencent (3,3 Mds USD); (2) des produits et services pour consommateurs (1,4 Md USD) dont les acquisitions de GNC par Harbin Pharmaceutical (770 MUSD) et de Solid Gold Pets par H&H (125 MUSD) ; (3) de la santé et des biotechnologies (625 M USD).

Malgré les contraintes rencontrées par les entreprises chinoises, en particulier les réglementations restrictives en matière d'investissements à l'étranger, Rhodium et le NCUSCR restent confiants quant au rebond des investissements chinois aux Etats-Unis. Tout d'abord, selon les auteurs, l'économie américaine devrait croître de manière importante en 2021, et le programme d'infrastructure et d'énergie propre lancé par le gouvernement Biden devrait bénéficier aux entreprises chinoises. Enfin, la prise de conscience que les droits de douane américains sur les produits chinois pourraient rester en place durant une longue période pourrait encourager à davantage d'investissements greenfield dans l'industrie manufacturière américaine afin de contourner les barrières commerciales.

Relation US - Chine : la Chine prolonge l'exemption tarifaire sur 79 produits américains

Le 17 mai, la Commission des tarifs douaniers chinoise [a annoncé](#) un prolongement de l'exemption des droits de douane d'une [liste](#) de 79 produits américains, comprenant les terres rares, les matières premières chimiques et les désinfectants médicaux. L'exemption sera en place du 19 mai au 25 décembre 2021.

Cette liste de produits fait partie des importations américaines soumises aux droits de douanes supplémentaires de 5 % à 10 % mis en place par la Chine en réponse à l'imposition des droits de douanes supplémentaires par les Etats-Unis sur 200 Mds USD des produits chinois en 2019.

Jusqu'ici, la Chine a annoncé des exemptions tarifaires sur quatre lots d'importations américaines couvrant plus de 160 produits. La plupart ont été annoncées après la signature de l'accord phase 1 en janvier 2020. Toutes les exemptions ont été prolongées lorsqu'elles devaient expirer.

Relation US - Chine : les Etats-Unis diffèrent l'entrée en application de l'interdiction des investissements américains dans les entreprises chinoises liées à l'appareil militaire

Le 18 mai, le département du Trésor américain a publié une [annonce](#) pour différer du 27 mai au 11 juin l'interdiction des investissements américains dans les entreprises chinoises présentées comme ayant des liens avec l'appareil militaire. Selon [une source citée par Bloomberg](#), ce délai vise à « renforcer juridiquement » le décret, publié le 12 novembre 2020 par le gouvernement Trump ([voir brèves de la semaine du 9 novembre 2020](#)).

Relation Chine-UE : le Parlement européen vote en faveur d'une résolution conditionnant la ratification l'Accord global sur les investissements à la levée des contre-sanctions chinoises touchant les parlementaires

Le 20 mai, le Parlement européen a adopté une [résolution](#) avec 599 voix pour, 30 contre et 58 abstentions qui demande la levée des contre-sanctions chinoises « disproportionnées et injustifiées » à l'encontre des individus et entités européennes, y compris cinq eurodéputés et la sous-commission des droits de l'Homme ([voir les brèves de la semaine du 22 mars](#)). Le texte de cette résolution n'est pas contraignant juridiquement.

Lors de [la conférence de presse quotidienne du ministère chinois des Affaires étrangères le 19 mai](#), le porte-parole a dénoncé ce « gel » potentiel de l'accord d'investissements, qualifié d'« équilibré et gagnant-gagnant », ajoutant que les sanctions chinoises visaient des européens ayant « répandus des mensonges » et qu'elles étaient « nécessaires et légitimes ».

Xinjiang : une cargaison de la marque Uniqlo bloquée par les douanes américaines en raison de soupçons de travail forcé

Un document des douanes américaines datant du 10 mai a fait état d'une cargaison de chemises de la marque japonaise Uniqlo bloquée au motif qu'elle aurait enfreint l'ordonnance interdisant l'importation d'articles soupçonnés d'être produits en utilisant le travail forcé de la société d'Etat chinoise *Xinjiang Production and Construction Corps* (XPCC). Le document montre également que l'appel interjeté par Uniqlo a été rejeté. La marque aurait souhaité démontrer que le coton brut utilisé pour produire les chemises provenait du Brésil, des Etats-Unis et d'Australie ; preuves qui, selon les douanes, n'auraient pas été suffisantes pour établir que les articles n'ont pas été produits en partie par le travail forcé dans la région du Xinjiang.

Pour rappel, l'agence américaine des douanes a émis le 30 novembre un "Withhold Release Order" (WRO) envers le coton et ses produits dérivés de XPCC. Tout produit entrant aux Etats-Unis dont les autorités déterminent qu'il pourrait contenir du coton produit par la XPCC sera saisi à la frontière et ne sera libéré que si l'importateur peut fournir des preuves concluantes que le travail forcé n'a pas été utilisé dans la production des marchandises ([voir les brèves de la semaine du 30 novembre 2020](#)).

Surcapacité d'acier et d'aluminium : la Commission européenne et l'USTR s'accordent pour chercher à répondre aux « politiques de distorsion des échanges » de « pays tels que la Chine »

Le vice-président de la Commission européenne Valdis Dombrovskis, la représentante au Commerce Katherine Tai et la secrétaire au Commerce Gina Raimondo ont publié le 17 mai une [déclaration commune](#) sur le traitement des capacités excédentaires mondiales dans le domaine de l'acier et de l'aluminium. Elle rappelle que « les Etats-Unis et les Etats membres de l'UE étant des alliés et des partenaires, partageant des intérêts similaires en matière de sécurité nationale en tant qu'économies de marché démocratiques, ils peuvent s'associer pour promouvoir des normes élevées, répondre à des préoccupations communes et demander des comptes à des pays comme la Chine qui soutiennent des politiques de distorsion des échanges ».

Les discussions viseraient à trouver des solutions, notamment sur des mesures commerciales appropriées, d'ici la fin de l'année.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Industrie et numérique

Matières premières : le Conseil des Affaires d'Etat a annoncé des mesures renforcées pour contenir la hausse des prix

Le 19 mai, lors d'une réunion présidée par Li Keqiang, le Conseil des Affaires d'Etat [a indiqué](#) renforcer la gestion de l'offre et de la demande de matières premières, dans un contexte de hausse des prix de charbon, d'acier, de minerai de fer et de cuivre.

Soulignant la nécessité d'efforts supplémentaires pour que cette hausse des prix des matières premières n'affecte pas les consommateurs, Li Keqiang [a évoqué plusieurs pistes](#): l'augmentation des droits de douane à l'exportation sur certains produits en acier ; l'annulation des droits de douane nuls à l'importation de fonte brute et de ferraille d'acier (pouvant être recyclés pour produire de l'acier), ou encore l'augmentation de la production d'énergies renouvelables. Li Keqiang appelle en outre à une surveillance accrue, notamment du marché (des irrégularités comme des accords de monopole, la diffusion de fausses information, la thésaurisation des ressources), et à la restriction de spéculations sur les prix des matières premières.

La semaine dernière, les autorités de régulation à Shanghai et Tangshan [avaient également mis en garde](#) les usines productrices d'acier contre des gonflements de prix et diffusion de fausses informations sur le marché, [sous peine de sanction](#) (à Tangshan).

Ces annonces font suite à la hausse de 30 à 40% des prix de l'acier et autres métaux, nourrie par une reprise généralisée de l'activité industrielle et notamment des secteurs de la construction et de l'industrie manufacturière. A la suite de ces annonces, les prix du minerai de fer et du charbon à coke (ingrédients nécessaires à la fabrication de l'acier et autres produits sidérurgiques) [ont chuté](#) de plus de 5% le 20 mai.

Economie numérique : dix entreprises de VTC sont convoquées par les autorités de régulation

Le 14 mai, [dix plateformes de transport](#) à la demande (véhicule de tourisme avec chauffeur- VTC), dont Didi Chuxing, Meituan, AMAP (filiale d'Alibaba), Huolala, Kuaigou Dache, Caocao (filiale de Geely), ont été convoquées et ont participé à une réunion avec plusieurs autorités de régulation, dont l'administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR), le ministère des Transports, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) et l'administration de cyberspace (CAC). Ces dernières ont informé les plateformes de plusieurs problèmes qu'il conviendrait de « rectifier ».

Elles ont notamment [pointé du doigt](#) le manque de transparence dans la tarification (voire une tarification abusive), le monopole sur données sur le transport, ou encore des mécanismes d'attribution des clients opaques. Elles ont également fait part de préoccupations sur la rémunération et le bien-être des employés, dénonçant une part excessive de commission accordée aux plateformes plutôt qu'aux conducteurs. A la suite de cette réunion, ces dix entreprises se sont engagées à promouvoir le « développement sain de l'économie de plateforme de transports », à protéger les droits des employés et à mener une enquête approfondie de leurs opérations afin de corriger les points soulevés.

La tenue de cette réunion du 14 mai s'inscrit ainsi dans une tendance à l'œuvre depuis plusieurs mois, de volonté de régulation des plateformes de l'économie numérique. La notion de « développement sain de l'économie de

plateforme » est également au cœur d'un [plan](#) de la commission nationale de réforme et de développement (NDRC) de mars 2021, que Xi Jinping [avait appelé](#) à soutenir en mentionnant explicitement la régulation des plateformes.

La semaine dernière, le conseil des consommateurs de Shanghai avait mis en garde deux plateformes d'e-commerce, Meituan et Pinduoduo, contre l'utilisation de leur « position dominante dans le marché pour augmenter le fardeau déraisonnable sur les consommateurs et les marchands ». Le domaine des VTC fait également partie de l'économie numérique, et à l'image d'autres segments, compte des entreprises très compétitives : depuis l'acquisition d'Uber China, Didi contrôle environ 90% du marché des VTC.

Si la mise au pas des géants du numérique dénote une volonté de régler des dysfonctionnements de marché (monopoles) et d'asseoir le contrôle des autorités sur ces entreprises, elle illustre également une volonté de contrôle des données. La mention explicite des données de transports lors de cette réunion en est une illustration supplémentaire.

Vaccins anti-Covid-19 : sept provinces débutent la campagne avec le vaccin de CanSino

Si cinq vaccins, dont CanSino, ont [été approuvés](#) à ce jour en Chine, seuls ceux développés par Sinopharm et Sinovac avaient administrés au grand public (hors procédures d'urgence) . Sept provinces et municipalités [proposent désormais](#) à leurs habitants le vaccin développé par CanSino. Les provinces du Hunan, Henan, Zhejiang, Anhui, ainsi que les municipalités de Shanghai, Pékin et Tianjin ont ainsi ajouté à leur campagne de vaccination [ce vaccin uni-dose](#) à adénovirus, Ad5-nCoV, commercialisé sous le nom de Convidecia.

Ce vaccin est développé conjointement par CanSino Biologics et l'Académie militaire des sciences médicales. D'abord approuvé pour le personnel militaire, l'administration nationale des produits médicaux (NMPA) avait l'avait ensuite autorisé pour les civils en février dernier. Il a par ailleurs été autorisé en procédure d'urgence au Mexique, au Pakistan et en Hongrie, tandis que [le Brésil](#) étudierait également une possible autorisation de mise sur le marché.

CanSino Biologics prévoit de produire 200 à 300 M de doses par an, et a annoncé cette semaine étendre ses capacités de productions à Shanghai (à ce jour, une troisième ligne de production existe à Tianjin).

Au 19 mai, plus de 400 M de doses auraient été administrées en Chine. Les autorités avaient fixé l'objectif de vacciner 40% de la population d'ici juillet.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Energie solaire : l'entreprise Daqo New Energy organise une « journée portes ouvertes » de son usine au Xinjiang

Daqo New Energy, une société chinoise cotée au Nasdaq, a autorisé des journalistes étrangers à visiter son usine du Xinjiang dans un contexte d'allégations selon lesquelles la Chine utilise le travail forcé des Ouïgours dans son industrie photovoltaïque. Le groupe est l'un des principaux producteurs chinois de polysilicium, un matériau indispensable à la fabrication des panneaux solaires, avec une capacité de production annuelle de [80 000 tonnes](#). L'usine, située à l'extérieur de la ville de Shihezi dans le nord du Xinjiang, a accueilli ce 11 mai une délégation de journalistes (dont des médias étrangers comme le [Financial Times](#) ou [Bloomberg](#)), d'industriels et d'investisseurs (JP Morgan, HSBC, Credit Suisse). A cette occasion, le directeur financier de Daqo M. Yang a insisté sur le fait que l'entreprise ne participait pas aux programmes de « transfert de main d'œuvre » organisés par le gouvernement chinois. « Si le gouvernement nous le demandait, nous ne participerions pas », a-t-il déclaré à [Bloomberg](#).

La visite organisée par Daqo fait suite à des rapports critiques sur le recours au travail forcé dans l'industrie solaire au Xinjiang, notamment ceux du [New-York Times](#) en janvier et celui publié la semaine dernière par l'université de [Sheffield Hallam](#) et repris par la [BBC](#) et [CNN](#). Dans ce dernier, les auteurs détaillent ce qu'ils appellent « une relation à long terme et mutuellement bénéfique » entre Daqo et XPCC (Xinjiang Production and Construction Corps, une organisation affiliée à l'État qui a été sanctionnée par le gouvernement américain pour des violations présumées des droits de l'homme). Ils citent également des documents publics indiquant que certains des principaux fournisseurs de Daqo pourraient avoir embauché des travailleurs du programme de travail gouvernemental.

Cette initiative de Daqo vise à rassurer les investisseurs, dans un contexte où l'administration américaine serait en train [d'envisager des sanctions](#) à l'égard de l'industrie des panneaux solaires chinois. La Chine a jusqu'à maintenant systématiquement réfuté toute accusation d'abus des droits de l'Homme au Xinjiang.

Energie: Vladimir Poutine et Xi Jinping ont assisté par visioconférence à la cérémonie de lancement de la construction de nouvelles tranches nucléaires russes en Chine

Les présidents russe et chinois ont assisté mercredi à la cérémonie de lancement des travaux d'un projet bilatéral de coopération nucléaire, retransmise en direct par liaison vidéo. Ce projet comprend la construction de 4 réacteurs de technologie russe VVER-1200 sur les sites des centrales de Tianwan (province du Jiangsu), qui compte déjà 6 réacteurs (dont 4 VVER), et de Xudapu (province du Liaoning), actuellement en construction. Cette coopération s'inscrit dans le cadre d'un accord de 2,9 Mds USD signé en 2018 entre l'entreprise d'Etat CNNC (China National Nuclear Cooperation) et l'agence russe du nucléaire Rosatom. La mise en service de ces nouveaux réacteurs est prévue entre 2026 et 2028.

Lors de cet événement, qui s'est tenu la veille de la rencontre entre le secrétaire d'Etat américain Blinken et le ministre des Affaires étrangères russe en Islande, Vladimir Poutine a déclaré que « les relations russo-chinoises ont maintenant atteint le plus haut niveau de l'histoire ». Traditionnellement fondée sur le pétrole et le gaz, la relation entre la Russie et la Chine comprend depuis quelques années un nouvel axe de coopération en matière de technologie de pointe, qui englobe le nucléaire mais aussi la construction d'une station spatiale de recherche lunaire.

Energie : les nouveaux projets d'énergies renouvelables encouragés à signer des contrats de différence dans un nouvel avis de la NDRC et de la NEA

La Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et l'Administration nationale de l'énergie (NEA) ont [publié](#) récemment une mesure critique concernant le développement du marché au comptant (en anglais, marché *spot*) de l'électricité en Chine. L'avis propose en effet d'encourager la participation des nouveaux projets d'énergies renouvelables au marché de l'électricité via la signature de contrats de différence (*contract for difference* ou CfD en anglais) à long terme -sur 20 ans ou plus- avec les entreprises du réseau électrique, les consommateurs finaux et les fournisseurs d'électricité. Ce type de contrat permet à un producteur d'énergie renouvelable de vendre son électricité à un prix de marché, et de recevoir une compensation de la part d'un organisme public si ce prix est plus bas que celui anticipé. L'objectif d'atteindre 10% d'électricité renouvelable vendue de manière concurrentielle sur un marché *spot* est avancé. Cette annonce montre la volonté de Pékin de réduire encore le prix de l'énergie renouvelable, dont les coûts de raccordement au réseau et de transmission restent élevés, dans un contexte récent d'arrêt des subventions gouvernementales.

L'avis prévoit également de lancer un deuxième lot de zones pilotes pour la construction de marchés *spot* de l'électricité, incluant Shanghai ainsi que les provinces du Jiangsu, de l'Anhui, du Liaoning du Henan et du Hebei. Pour mémoire, il existe à ce jour 8 marchés pilotes de l'électricité en Chine, initiés en 2017 : Guangdong, Shanxi, Mengxi (Mongolie Intérieure), Gansu, Zhejiang, Sichuan, Shandong et Fujian.

Marché carbone : nouvelles réglementations et phase de finalisation avant le lancement des échanges de quotas prévu en juin

Lundi, le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) a publié les règles opérationnelles de son système national d'échange de droits d'émission de carbone (ETS), couvrant l'enregistrement des quotas, leur échange et le règlement du marché. Pour rappel, deux versions de ces règles avaient déjà été publiées en novembre 2020 (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 23 novembre 2020](#)) puis en mars de cette année (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 29 mars 2021](#)). Le ministre du MEE avait annoncé l'objectif de parvenir à un fonctionnement effectif du marché national d'ici la fin juin.

Les [trois derniers documents](#) publiés en début de semaine reprennent en grande partie les précédentes règles déjà publiées en précisant et ajoutant certains points. Notamment, un nouvel article concerne la gestion des risques de marché et prévoit que le MEE puisse intervenir en cas de fluctuation anormale des prix enregistrés lors des transactions, via un mécanisme de régulation du marché. Les entités commerciales assujetties au marché du carbone doivent également mettre en place un système de gestion des risques pour prévenir des fluctuations trop importantes des prix. Si besoin, la plateforme d'échanges pourra ajuster le volume d'échange pour chaque type d'activité commerciale en fonction des conditions de risque du marché. Enfin, il est spécifié que jusqu'à ce que le marché national soit opérationnel, les marchés du carbone pilotes de Shanghai et de Hubei se chargeront respectivement des échanges et de l'enregistrement des quotas.

Ressources en eau: Xi Jinping en tournée d'inspection sur les lieux des infrastructures de transfert d'eaux Sud-Nord

A l'occasion de sa visite dans la province du Henan, le président Xi Jinping s'est rendu le 13 mai à [Nanyang](#), point de départ de la route centrale du projet de transfert d'eaux Sud-Nord. Ce projet, historiquement initié par Mao Zedong en 1952 et en grande partie achevé en 2014, est un immense ensemble d'infrastructures visant à transporter les eaux de la rivière Yangtsé au sud de la Chine vers les régions arides du Nord. Il comprend 3 routes principales –routes de l'est, centrale et de l'ouest-, le canal central de 1400 km reliant le lac du barrage Danjiangkou à Pékin et permettant d'approvisionner plus de 75% de la capitale en eau courante. La route de l'est a elle été inaugurée en 2013 et relie la province du Jiangsu à Tianjin, tandis que la route de l'ouest est encore à l'étude et fait partie des projets mis en avant dans le 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025). Depuis 2014, les canaux existants ont déjà permis de détourner plus de 40 Mds de m3 d'eau des affluents du fleuve Yangtsé.

Hormis l'inspection du barrage et du réservoir de Danjiangkou, le président Xi a également rendu visite aux habitants du village de Zouzhuang pour leur montrer sa reconnaissance, beaucoup d'entre eux ayant dû être relogés au début du projet. On estime que 330 000 villageois avaient alors dû être déplacés à l'époque. Le lendemain, Xi a présidé un [symposium](#) sur le développement de « haute qualité » du projet de transfert d'eaux Sud-Nord, aux côtés du premier vice-premier ministre Han Zheng, du vice-premier ministre Hu Chunhua, ainsi que des ministres Li Guoying (Ressources en eau) et He Lifeng (NDRC). Face aux autorités locales du Henan, Jiangsu, Tianjin et Pékin, le président Xi a insisté sur l'importance de renforcer la protection de l'environnement dans les zones situées le long des canaux et dans les régions réceptrices d'eau, en particulier la prévention et le contrôle de la pollution.

Aviation civile : publication d'une feuille de route pour un déploiement graduel de la 5G d'ici à 2035

L'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) a publié une [feuille de route](#) pour le déploiement de solutions 5G dans le transport aérien et plus généralement de l'industrie aéronautique, couvrant notamment les sujets de connectivité en vol. Lors d'une [conférence de presse récente](#), M. ZHANG Ruiqing, directeur général adjoint du bureau de contrôle du trafic aérien (ATM), a déclaré que les solutions de connectivité actuelle s'avéraient trop limitée et trop lente (temps de latence). Le plan de la CAAC prévoit un déploiement en trois phases : à court terme (2021-2025), mise en place de démonstrateurs technologiques, basées notamment sur une adaptation 5G du système AeroMACS (dispositif de communication mobile utilisé dans les aéroports), et un changement de génération des réseaux mobiles LTE actuels (pour *Long Term Evolution* – équivalent 4G), afin d'améliorer significativement la couverture et les performances du réseau. Une intégration est également visée avec les nouveaux satellites à haut débit. A moyen terme (2025-2030), construction d'une infrastructure de réseau intelligente, pour usages publics et privés, et solution de communication 5G déployés pour les activités de contrôle du trafic aérien, des aéroports et des compagnies aériennes. Enfin d'ici 2035, l'objectif de la CAAC est d'aboutir à un système intégré de communication 5G à large bande pour l'aviation civile, intégrant toutes les opérations dans l'air, l'espace et au sol, selon une « couverture complète » et une logique d'interopérabilité efficiente au bénéfice de l'ensemble de l'écosystème.

Selon [certains analystes](#), ZTE et China Telecom se sont déjà positionnés sur des projets de première phase en travaillant à la création de plates-formes de communication air-sol (ATG), assurant des solutions de connectivité 5G en cabine pour les vols passagers de compagnies aériennes. Ainsi, China Telecom testerait trois projets pilotes sur des vols au départ de l'aéroport de Pékin Capital et se dit prêt à offrir un service commercial aux exploitants

au cours du second semestre 2021. De son côté, Airbus a développé au sein de son centre d'innovation à Shenzhen une solution 5G ATG concurrente, basée sur l'expertise de l'entreprise allemande SkyFive, qui vient d'annoncer la [création d'une entreprise à Pékin](#), SkyFive Inflight Connectivity, pour développer également sur le marché intérieur ses services de connectivité embarquée. Cependant, dans un [groupe de travail technique de l'OACI](#) portant sur ces questions, les Etats-Unis et la France (par la Direction générale de l'Aviation civile) ont fait valoir l'existence de risques d'interférence entre les fréquences 5G et celles des altimètres radios utilisés dans les avions. La Chine a informé qu'elle souhaitait approfondir cette problématique, et a demandé de poursuivre les échanges d'informations.

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Jiangsu : publication du rapport annuel sur l'environnement 2020, baisse de la pollution de l'air

Le gouvernement du Jiangsu a publié le rapport annuel 2020 sur l'environnement écologique de la province. Concernant la pollution de l'air, pour la première fois, la concentration annuelle moyenne en particules fines PM2.5 du Jiangsu a atteint 38 $\mu\text{g}/\text{m}^3$, en baisse de -11,6 % par rapport à 2019. Dans 5 villes (Nankin, Wuxi, Suzhou, Nantong et Yancheng), l'air a atteint la norme nationale de qualité de niveau II. Pour rappel, l'OMS recommande pour les villes de pays en développement de passer d'une concentration de 35 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ (moyenne fréquente) à 10 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ (taux recommandé). La qualité de l'eau s'est améliorée de 7,2 % dans les zones testées et aucune zone n'a présenté des taux inférieurs au grade V (impropre à l'agriculture).

Source : [gouvernement du Jiangsu](#)

Jiangsu : la province se classe au 4e rang national pour la taille de sa population et au 3e rang pour sa croissance

Le Jiangsu a publié ses statistiques démographiques issues du recensement 2020. Urbanisées à 73,44 %, la population atteint 84,7 M d'habitants (résidents permanents), une augmentation de 7,7 % par rapport à 2010. En population totale, la province se classe au 4^e rang national, soit une hausse d'une place par rapport au recensement de 2010, et au 3^e rang national pour l'accroissement annuel de population. Les plus de 65 ans représentent 16,5 % du total (13,5 % au niveau national).

Source : [gouvernement du Jiangsu](#)

Sichuan-Guangdong : rôle important de l'investissement du Guangdong dans l'économie du Sichuan

Le bureau du Commerce du Sichuan a publié quelques chiffres significatifs sur le poids de l'investissement du Guangdong dans la province. Sur la période couverte par le 13^{ème} plan quinquennal, 839,6 Md CNY ont été investis pour 1 461 projets, faisant de la province côtière le 2^{ème} investisseur au Sichuan, avec 17 % du total reçu sur la période.

Quelques projets sont mis en avant, comme celui de Shenzhen Konka New materials (10 Md CNY), base de R&D et de production de nouveaux matériaux de l'électronique dans le district Qingbaijiang de Chengdu, ou Gree Electric (5 Md CNY) qui produit des appareils électroménagers intelligents.

15 000 « unités d'affaires » d'origine sichuanaise sont présentes dans le Guangdong à fin 2020, avec une valeur de production annuelle de plus de 400 Mds CNY.

Ces données permettent de mettre en évidence le phénomène économique important que constitue la localisation par les provinces côtières d'industries dans les provinces intérieures (souvent, à haute intensité de main d'œuvre), et en particulier dans le Sud-ouest, phénomène habituellement difficile à étayer par les statistiques disponibles.

Source : [东西部协作 粤川翻开新篇章-新华网 \(xinhuanet.com\)](#)

Chengdu : nouvelle date connue pour les Jeux universitaires

Le report des Universiades, prévues initialement en août 2021, avait été annoncé en avril de cette année. Elles sont désormais prévues du 26 juin au 7 juillet 2022. Événement sportif international, les Jeux universitaires se dérouleront à Chengdu et le stade principal se situera plus particulièrement dans le périmètre de l'éco-quartier franco-chinois de Chengdu, au sein du district de Longquanyi.

Source : [成都大运会新的举办日期确定-新华网 \(xinhuanet.com\)](http://www.xinhuanet.com)

Hubei : première réunion conjointe sur le développement intégré de Wuhan et des villes de sa proche banlieue.

La commission pour la réforme et le développement de Wuhan a annoncé le 19 mai avoir conclu un accord avec ses homologues de 8 villes du Hubei, toutes situées dans la proche banlieue de Wuhan, pour un développement intégré, résumé par le concept « 9 villes forment une seule ville » (九个城市就是一个城市). Le « cercle urbain de la ville de Wuhan » (武汉城市圈), qui inclut les municipalités de Xianning, Huanggang, Huangshi, Xiaogan, Ezhou, Xiantao, Tianmen et Qianjiang représente, avec un total de 32 millions d'habitants, plus de 50% de la population de la province et 60% de son PIB.

Son développement s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des « lignes directrices sur la promotion du développement de haute qualité de la Chine centrale dans la nouvelle ère » adoptées par le comité central du PCC le 30 mars dernier. L'accord conclu en vue d'une urbanisation intégrée comporte cinq priorités : 1) un mécanisme de planification conjointe qui vise à faire de cet espace un « pôle de croissance d'importance nationale » et doit donner naissance à des plans de développement de moyen et long terme ; 2) un réseau de transport commun qui doit voir le jour grâce à une intégration croissante des réseaux de voies ferrées et de métro, dans le but d'offrir un temps de trajet au travail d'une heure à l'intérieur du cercle ; 3) un développement technologique commun facilité par une distribution optimisée des facteurs qui favorisent l'innovation ; 4) le renforcement de la coopération industrielle afin de faciliter la montée en gamme et 5) le « bien-être équivalent » de la population qui doit être atteint grâce au partage des ressources éducatives et médicales et à la numérisation des procédures administratives dans l'ensemble de cette zone.

[Source \(en chinois\)](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Emploi : le chômage poursuit sa diminution au cours du trimestre glissant se terminant en avril, atteignant 6,4 % (6,8% lors du trimestre se terminant en mars)

Les données de l'emploi publiées par le département des statistiques et du recensement hongkongais (CS&D) le 20 mai 2021 font état d'une nouvelle baisse du chômage, celui-ci atteignant 6,4% (consensus Bloomberg à 6,6%) sur la période février - avril, confirmant la baisse enregistrée au cours du trimestre précédent (il se contractait alors de 40 points de base pour atteindre 6,8%).

L'amélioration observée concerne quasiment tous les secteurs : -60 points de base (pb) pour le secteur de la construction à 10,9%, -30 pb pour celui de l'import/export (5,9%), -80 pb pour le commerce, l'hôtellerie et la restauration (9,9%), -10 pb pour le secteur des transports (6,7%), la finance, l'immobilier et l'assurance (4,7%) et enfin -30 pb pour l'administration (3,3%).

Le taux de sous-emploi diminue également à 3,3% (contre 3,8% au cours de la période glissante précédente).

Fintech : Hong Kong compte le plus grand nombre de banques digitales en Asie

Avec 8 banques digitales actives, Hong Kong compte aujourd'hui le plus grand nombre de banques digitales en Asie. En août 2018, 29 demandes de licences *virtual bank* ont été déposées auprès de la Hong Kong Monetary Authority (HKMA) : 8 d'entre elles ont été autorisées en 2019 et ont commencé leurs opérations en 2020. Pour mémoire, la Chine compte 5 banques digitales, la Corée et le Japon 2 chacun. L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a délivré 4 licences bancaires en 2020, après avoir reçu 21 demandes.

Selon un rapport de la *Fintech Association*, les banques digitales représentent aujourd'hui à Hong Kong 580 000 comptes ouverts et 2,58 Mds USD en dépôts, soit 0,13% du total des dépôts auprès des institutions financières de Hong Kong. Elles pourraient occuper d'ici 2025 20% du marché bancaire de Hong Kong avec des revenus de 9,8 Mds USD, des dépôts de 72 Mds USD et 49 Mds USD de prêts.

Bourse : la cotation de l'action Next Digital (groupe détenu à 70% par le magnat pro-démocratie hongkongais Jimmy Lai) suspendue à la bourse de Hong Kong

Faisant suite à l'annonce du gel d'une partie des actifs de Jimmy Lai (pour un total de 64 M USD) au titre de la loi de sécurité nationale le 14 mai 2021, l'opérateur de la bourse hongkongaise HKEX a suspendu le 17 mai la cotation du titre Next Digital. Ce groupe de presse incluant le journal *Apple Daily* est détenu à 70% par le magnat Jimmy Lai. Il s'agit de la première fois qu'une entreprise cotée est impactée par la loi de sécurité nationale à Hong Kong.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Macao

Notation Moody's : l'agence confirme la notation Aa3 des obligations souveraines macanaises

Moody's a confirmé le 17 mai 2021 la notation Aa3 des obligations souveraines macanaises en devise locale et en devises étrangères, maintenant de plus une perspective « stable » quand à l'évolution de ces notations. L'agence de notation américaine qualifie l'économie macanaise comme la plus durement touchée au monde par la pandémie de Covid-19 du fait de l'effondrement des arrivées de visiteurs, avec une contraction du PIB de 56,3% et des recettes des jeux (51% du PIB macanais en 2019).

Moody's souligne l'abondance des réserves budgétaires du gouvernement (77,9 Mds USD à fin 2020), nettement plus solides que celles des autres pays notés Aa3 et les revenus par habitant très élevés qui soutiennent son profil de crédit et permettent à la R.A.S. de déployer des mesures de soutien économique aux ménages ainsi qu'à l'industrie du tourisme et des jeux. La volatilité de la croissance de l'économie de Macao est jugée par Moody's parmi les plus élevées de tous les pays notés, malgré les efforts de diversification en dehors de l'industrie du jeu engagés en 2015. L'agence de notation estime par ailleurs que le PIB de Macao devrait retrouver son niveau d'avant la pandémie d'ici 2024, sous l'effet d'une reprise du secteur des jeux.

Marché obligataire : MGM China obtient le double listing de ses obligations senior 2027 à Macao et Hong Kong

Après avoir émis pour 750 M USD d'obligations (maturité 2027) le 26 mars 2021 et listé ces dernières à la bourse de Hong Kong 5 jours plus tard, MGM China vient d'obtenir leur double listing à Macao au sein du Chongwa (Macao) Financial Asset Exchange (MOX), la plateforme d'échange obligataire macanaise créée en 2018. Macao ne dispose pas à l'heure actuelle de bourse permettant la cotation d'actions, mais un projet allant en ce sens a été annoncé par le gouvernement macanais en novembre 2020.

Soutien au tourisme : exonération de la taxe sur le tourisme et subvention aux résidents

Le gouvernement de Macao a décidé une exemption de la taxe sur le tourisme pour la période allant du 11 mai au 31 décembre 2021 (soit 55 M USD de recettes). Cette taxe de 5% est normalement prélevée sur les services fournis par les hôtels, discothèques, bars, saunas, salles de sport, salons de massage et karaokés. En outre, du 29 avril au 31 décembre 2021, une allocation de 25 USD sera versée à chaque résident pour un séjour à l'hôtel et 47 USD pour participer à des visites guidées locales.

Casinos : des signes de reprise au premier trimestre mais le nombre de visiteurs demeure en baisse de 46% en g.a.

Les revenus de *Galaxy Entertainment* et *MGM China* ont enregistré respectivement au premier trimestre une légère hausse de +0,5% en g.a. à 660 M USD et de +8,8% à 296,4 M USD 2021. Toutefois, les 4 autres opérateurs ont enregistré des pertes : les revenus de *Sands China* ont baissé de -4,6% à 771 M USD ; *Wynn Macau* de -14,7% à 417 M USD ; *SJM Holdings* de -32,7% à 341,2 M USD. *Melco Crown* enregistre la plus forte contraction (-36% à 520 M USD). Pour mémoire, le nombre de visiteurs à Macao a chuté de -46 % en g.a (1 738

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Taiwan

TAIEX: nouveau record de progression en séance le 18 mai

L'indice [TAIEX a clôturé, le 18 mai, à 16 145,98 points, soit une hausse de 792,09 points](#) (+5,16%), un niveau historique depuis le précédent record qui remonte au 29 novembre 1989 (590,19 points). Les investisseurs semblent avoir été rassurés par les annonces de livraisons de vaccins dans les mois à venir (déclaration du Président américain sur l'envoi d'ici fin juin de 20 M de doses de vaccins vers des pays tiers) ainsi qu'aux achats importants d'actions par des acteurs étrangers (22 Mds TWD soit environ 640 M EUR). Ces bons résultats s'expliquent notamment par la croissance de l'industrie des semi-conducteurs et bénéficient à TSMC (+4,19%) et MediaTek (+8,75%) mais aussi à certaines valeurs des secteurs traditionnels de l'économie (transport maritime, sidérurgie, industrie du verre,...).

Véhicule électrique : Foxconn multiplie les partenariats (Fisker, Yageo et Stellantis)

[Fisker et Foxconn](#) ont signé un partenariat portant sur la production de véhicules électriques à [un prix d'entrée de gamme](#) de 30 000 USD. La production sera lancée aux Etats-Unis au [T4 2023](#), sous la marque Fisker, et destinée aux marchés nord-américain, européen, chinois et indien. Cette coopération repose sur un investissement des deux groupes dans le projet PEAR (Personal Electric Automotive Revolution) qui permettra dans une première phase de lancer un deuxième modèle Fisker (après le lancement du modèle Ocean dont la production en Europe est prévue au T4 2022).

Foxconn va mobiliser sur ce projet les entreprises ayant déjà rejoint sa plate-forme « MIH Alliance ». Le groupe a multiplié ces derniers mois les partenariats dans le domaine du VE et des semi-conducteurs : début mai, il s'est associé à Yageo pour former [la co-entreprise XSEMI](#) dans le secteur des « small IC ». Ces petits circuits imprimés devraient, en effet, représenter, à l'horizon 2025, 90% des semi-conducteurs présents dans les VE.

Par ailleurs, Foxconn a signé cette semaine un accord avec Stellantis pour [la création de MobileDrive](#) (co-entreprise 50/50) spécialisée dans le développement de cockpits digitaux et de services connectés. Taïwan pourrait ainsi développer un nouveau « business model » très agressif dans le secteur du VE où le consommateur n'a plus qu'à sélectionner ses options sur une tablette (couleur du véhicule, système audio vidéo, type de sièges,...) et où les composants principaux (châssis, batteries, motorisation) vont devenir des produits standards.

Circuits intégrés : l'ITRI révisé à la hausse ses prévisions de production en 2021

L'Industrial Technology Research Institute (ITRI) [a révisé à la hausse ses prévisions](#) de croissance de la valeur de la production de l'industrie du semi-conducteur à Taïwan, en 2021, à 3810 Mds TWD (+18%) contre un montant de 3500 Mds TWD (+8,6%) annoncé en mars. Ces anticipations à la hausse s'expliquent par les performances remarquables enregistrées par MediaTek et TSMC au T1 2021. Leurs revenus ont en effet progressé respectivement de 77% et 17% en glissement annuel au cours de cette période. La pandémie de COVID-19 a entraîné une accélération de la transformation numérique stimulant ainsi la demande de puces utilisées

notamment dans la production d'appareils 5G, d'ordinateurs portables et le secteur automobile où la pénurie de composants n'a toutefois pas encore disparue. [L'ITRI](#) anticipe également une hausse de 30,5% de l'activité de conception des puces, en 2021, à 1113 Mds TWD (contre une estimation précédente de 10,9%).

Energie : Taïwan confrontée au manque d'eau et d'électricité

Alors que deux coupures d'électricité ont eu lieu le 13 et 17 mai, les médias s'inquiètent [des difficultés à venir](#), le réacteur 1 de la centrale nucléaire de Kuosheng pourrait, en effet, être arrêté dès le mois de juin, en avance de 6 mois par rapport à l'agenda du démantèlement. Cet arrêt signifie une perte de 985 MW de capacité de génération électrique (soit environ 2% du total). En outre, la consommation d'électricité a atteint de nouveaux records ces derniers jours avec un pic le 19 mai à [37.57 GW](#). Elle s'explique par plusieurs facteurs : une forte activité industrielle, notamment dans l'industrie des semi-conducteurs mais également dans certains secteurs traditionnels de l'économie comme la sidérurgie ; une augmentation des températures qui entraîne une utilisation accrue des systèmes de climatisation et de refroidissement ; une absence de typhons. La situation sanitaire du Covid-19 et le développement du télétravail contribueraient également à l'augmentation de la demande d'électricité. Afin d'éviter un nouveau « black-out », l'opérateur public Taipower a mobilisé les producteurs indépendants d'électricité afin que ceux-ci maintiennent une réserve de puissance d'au moins 6% de leur capacité.

Exportations : nouvelle hausse de la demande externe adressée à Taïwan en avril

[Pour le quatorzième mois consécutif, Taïwan enregistre une hausse des commandes export au mois d'avril](#). Elle s'explique principalement par la demande de produits électroniques (17,1 Mds USD, soit +51,5% en glissement annuel) et de produits de télécommunication (15,4 Mds USD, +23,8%). Le [MOEA annonce ainsi une hausse des commandes de 42,6%, par rapport à avril 2020, à 54,9 Mds USD](#) dont 51% seront produites à l'étranger. Elle provient principalement des Etats-Unis (28,5% du total; +43% par rapport à avril 2020), de Chine et Hongkong (26,5%; +40,5%), d'Europe (20,7%; +38%), d'ASEAN (9,5%; +57,8%) et du Japon (5,2%; +36,4%). Au cours des quatre premiers mois de 2021, les commandes pour l'export atteignent ainsi 203,9 Mds USD, soit une progression de 42,8% par rapport à la même période en 2020. Pour le mois de mai, le MOEA anticipe une progression de 44% à environ 56 Mds USD.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng, Max Chang

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dgtresor.gouv.fr